

Questions orales

Il y a eu une déclaration verbale. Le Cabinet va examiner ce que les Américains veulent exactement une fois que nous le saurons avec certitude.

Nous remplirons notre devoir en tant que Cabinet du Canada, responsable vis-à-vis de la Chambre et, en dernier ressort, des habitants de ce pays, qui est de superviser les négociations et de protéger les intérêts canadiens.

Aux Canadiens qui voudraient connaître un truc simple pour savoir ce que veulent les Américains, le meilleur conseil que je puisse leur donner est de ne jamais prêter attention ou d'accorder de crédit aux observations du député.

M. Langdon: Je remercie le ministre. Un compliment de sa part prend forcément la forme d'une insulte.

LE MANDAT DE NÉGOCIER

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Je voudrais demander ceci au ministre: si le gouvernement a décidé qu'il était approprié que notre pays s'engage dans des négociations commerciales avec le mandat existant, mandat défini très clairement, pourquoi est-il maintenant disposé à modifier ce mandat, à l'élargir et à accorder aux États-Unis un avantage supplémentaire sans rien recevoir en échange?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je ne veux pas me laisser entraîner dans des insultes. Ce que je suis . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): Pour que les choses soient bien claires, j'ai fait cette remarque, monsieur le Président, parce que j'ai prêté une grande attention aux observations injurieuses et fausses qu'a faites le député à propos des négociations commerciales, et toute personne désireuse de comprendre ce qui se passe ne devrait pas être induite en erreur par ses déclarations fausses et injustifiées.

Permettez-moi de préciser ce qu'est une négociation—ce que savaient à mon avis, tous les députés: une négociation n'est pas une démarche statique. On va naturellement assister à des modifications au cours de ces négociations. Il y a certaines questions, au sujet desquelles nous voulons que les États-Unis prennent une autre position, qui seront proposées avant la fin de ces négociations. On a fait des deux côtés des propositions depuis le début de ces négociations.

C'est l'essence même d'une négociation. Cela aurait été compris par un parti qui ne serait pas résolu dès le départ à saboter et à contrecarrer les négociations commerciales, comme l'a fait et le fait encore le parti socialiste.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, si nous avons bien compris les réponses du très honorable député aux questions du député de Winnipeg-Fort Garry et du député d'Oshawa, qui ont demandé si le gouvernement accepterait de négocier les investissements qui ne

sont pas reliés au commerce si les Américains le demandaient, il a répondu par l'affirmative.

Hier, on a posé la même question à sa collègue, la ministre du Commerce extérieur et elle a répondu en ces termes:

«Si les Américains veulent aller plus loin que les investissements reliés au commerce, c'est à eux de dire ce qu'ils veulent.»

Le journaliste a alors demandé: «Cela signifie-t-il que vous accepteriez de négocier?» et voici comment la Presse canadienne rapporte sa réponse:

«Non, répondit M^{lle} Carney d'une voix forte. Je suis très mécontente. Vous essayez d'«extrapoler» des choses que je ne dis pas.»

Lorsqu'il aura réfléchi, qu'il se sera calmé et qu'il sera revenu à son humeur bienveillante habituelle voudrait-il parler à sa collègue et au premier ministre durant la fin de semaine et nous donner, lundi, la position du gouvernement?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'ai exposé au très honorable chef de l'opposition la position du gouvernement. Il cite un journaliste. Je suis sûr que ma collègue n'a pas utilisé le mot «*extropolate*» car ce n'est pas dans son caractère.

Une voix: Pas en public.

M. Clark (Yellowhead): Pas en public. Je vais vérifier le reste de la déclaration.

Une voix: Ce doit être une fausseté.

M. Axworthy: Ce n'est pas un mot sale. Est-il contraire à la nouvelle loi sur la pornographie?

M. Clark (Yellowhead): Le chef de l'opposition peut être assuré que la position du gouvernement est celle que j'ai présentée aujourd'hui et que la ministre du Commerce extérieur et le premier ministre ont exposée.

M. Axworthy: Ce sont deux positions différentes.

M. Turner (Vancouver Quadra): Ce sont des pièces disjointes et nous essaierons de les assembler durant la fin de semaine, monsieur le Président. Je dirais que non seulement sa collègue a utilisé le mot «*extropolate*», mais qu'elle comprend probablement ce qu'il signifie.

LA RÉUNION DES MINISTRES DU COMMERCE FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Je voudrais poser une autre question au ministre. Sa collègue rencontrait hier ses homologues, les ministres du Commerce des provinces. Leur a-t-elle décrit la nature de la requête américaine qui vise à étendre ces négociations commerciales en ce qui concerne les investissements? Si oui, que leur a-t-elle dit? Si elle leur a exposé en détail les intentions des Américains, le ministre voudrait-il mettre la Chambre des communes dans la confiance, afin que les députés, autant que les gouvernements provinciaux, sachent ce qu'il en est?